



CDB



Convention sur la diversité biologique

Distr.
GÉNÉRALE

UNEP/CBD/SBSTTA/14/4
28 janvier 2010

FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ORGANE SUBSIDIAIRE CHARGÉ DE FOURNIR DES
AVIS SCIENTIFIQUES, TECHNIQUES ET
TECHNOLOGIQUES

Quatorzième réunion

Nairobi, 10-21 mai 2010

Point 3.1.3 de l'ordre du jour provisoire*

EXAMEN APPROFONDI DE LA MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME DE TRAVAIL SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE MARINE ET CÔTIÈRE

Note du Secrétaire exécutif

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

La présente note résume les conclusions de l'examen approfondi du programme de travail élaboré sur la diversité biologique marine et côtière et suggère des recommandations pour améliorer la mise en œuvre du programme de travail. D'autres informations relatives à la présente note figurent dans le document d'information (UNEP/CBD/SBSTTA/14/INF/2), dans deux rapports d'atelier d'experts (UNEP/CBD/SBSTTA/14/INF/4 et UNEP/CBD/SBSTTA/14/INF/5), et dans trois rapports de synthèse scientifique sur les incidences de la pêche non viable (UNEP/CBD/SBSTTA/14/INF/6), les incidences de la fertilisation des océans (UNEP/CBD/SBSTTA/14/INF/7), et les incidences de l'acidification des océans (UNEP/CBD/SBSTTA/14/INF/8) sur la diversité biologique marine, respectivement.

Les principaux résultats et conclusions de l'évaluation des progrès accomplis dans le cadre de la mise en œuvre du programme de travail sont, *inter alia* :

a) Bien que des progrès aient été accomplis dans de nombreux endroits et pour de nombreux problèmes, allant de l'élaboration de politiques à haut niveau jusqu'aux initiatives de terrain locales et régionales, l'état et les tendances observées à l'échelle mondiale montrent qu'il existe de graves déclins des ressources marines vivantes, des pertes d'habitats côtiers, des niveaux élevés de pollution, et une mauvaise qualité de l'eau dans de nombreux endroits. La détérioration générale du milieu marin est encore exacerbée par les effets des changements climatiques, comme l'élévation du niveau de la mer et l'élévation de la température des océans, ainsi que les incidences potentielles de l'acidification des océans, comme conséquence directe de l'augmentation des émissions de dioxyde de carbone. Les communautés des zones côtières et les économies locales subissent des effets néfastes de tendances qui comprennent la pauvreté, les changements dans l'utilisation des sols, la surpêche, la charge en éléments

* UNEP/CBD/SBSTTA/14/1.

nutritifs, les effluents et l'aménagement des zones côtières, qui aboutissent à ce que le milieu marin se retrouve une situation dépassant ses limites viables;

b) Les pressions qui s'exercent sur la diversité biologique côtière et marine vont continuer de s'accroître, puisque 50% de la population mondiale vivra dans des zones côtières d'ici à 2015, ce qui augmentera les pressions subies par les ressources côtières; ces pressions anthropiques se conjugueront avec les effets des changements climatiques, qui vont aller en s'aggravant à l'avenir;

c) Des progrès lents ont été accomplis pour atteindre l'objectif de 2012 de création de réseaux d'aires marines protégées, représentatifs sur le plan écologique et gérés efficacement, malgré les efforts prodigués au cours des dernières années; moins de 1% de la superficie mondiale des océans est protégée, alors que près de 15% de la superficie mondiale des zones terrestres est protégée;

d) L'augmentation de la température des océans aura de nombreuses conséquences pour les systèmes marins et côtiers, allant des phénomènes de blanchissement corallien plus fréquents et plus graves, à l'élévation du niveau de la mer et la fonte des glaces de mer. L'augmentation des concentrations de dioxyde de carbone dans l'atmosphère entraînera une plus grande acidité de l'eau de mer, aboutissant à une réduction du processus de biocalcification des récifs coralliens tropicaux et d'eau froide et d'autres testacés et crustacés, comme le phytoplancton calcaire, et aura des incidences sur l'ensemble de la chaîne alimentaire marine. Les changements climatiques pourront avoir des incidences sur la circulation océanique, notamment en réduisant potentiellement l'intensité et la fréquence des mécanismes d'échange d'eau à grande échelle;

e) Les informations disponibles dans les troisièmes et quatrièmes rapports nationaux communiqués par les Parties à la Convention et par les organisations compétentes indiquent que le programme de travail a fourni un cadre efficace pour faciliter les efforts prodigués aux niveaux national, régional et mondial, afin de réduire l'appauvrissement de la diversité biologique marine et côtière. Le programme de travail a été utile également pour encourager la participation de différents partenaires et pour créer des synergies avec des accords internationaux et régionaux, des plans d'action et des processus pertinents;

f) Malgré les progrès de différente ampleur réalisés dans différents pays et régions, la mise en œuvre efficace du programme de travail a été limitée dans de nombreux pays par plusieurs obstacles, tels que : le manque d'engagement et de soutien politique; le manque de généralisation et d'intégration des objectifs environnementaux, sociaux et économiques; les obstacles et les faiblesses institutionnels et de politique générale; le manque de ressources et de capacités humaines et techniques; le manque de ressources financières; le manque de données adéquates; une faible sensibilisation; le manque de formation à l'utilisation des lignes directrices et des outils, et le manque de diffusion de ce matériel; une participation limitée ou faible des communautés autochtones et locales et de différentes parties prenantes; un manque d'incitations économiques;

g) Une priorité devrait être accordée aux aspects suivants afin de surmonter les obstacles et contraintes identifiés, y compris : renforcer l'élaboration de politiques et la coordination intersectorielles dans le domaine des aires marines et côtières; renforcer la coordination entre les différents niveaux de gouvernement, en mettant l'accent sur une mise en œuvre au niveau local; développer et renforcer les réseaux de parties prenantes; démontrer la valeur économique et sociale de la diversité biologique marine et côtière; effectuer un examen périodique du caractère adéquat des politiques, de la législation et de leur mise en œuvre; obtenir des ressources et un financement dans le cadre d'une planification à long terme; renforcer les capacités du personnel par le biais d'une formation; faciliter l'accès aux informations scientifiques et aux connaissances traditionnelles en améliorant la gestion des informations; élargir et reproduire les projets de démonstration; développer une collaboration régionale pour répondre aux besoins d'information scientifique; élaborer ou renforcer des approches spatiales de la gestion des données; développer une expertise et des processus scientifiques internationaux permettant d'évaluer et de gérer les zones océaniques peu connues, comme les grands fonds marins, et fournir des informations sur l'état de la diversité biologique marine à l'échelle mondiale, ainsi que sur différentes options en matière de gestion; identifier des aires marines importantes sur le plan écologique ou biologique, situées au-delà des limites de la juridiction nationale.

En s'appuyant sur les conclusions et les recommandations de l'examen approfondi et des rapports susmentionnés, la présente note recommande d'examiner certains domaines, en vue d'actualiser le programme de travail existant, y compris : i) la conservation de la diversité biologique dans des aires marines situées au-delà des limites de la juridiction nationale; ii) les aspects de la diversité biologique marine liés aux changements climatiques et le problème de l'acidification des océans; iii) les incidences de la pêche non viable; iv) l'amélioration de la représentativité du système mondial d'aires marines et côtières protégées.

RECOMMANDATIONS SUGGÉRÉES

L'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques souhaitera peut-être recommander que la Conférence des Parties adopte une décision comme suit:

La Conférence des Parties

Examen approfondi des progrès accomplis dans le cadre de la mise en œuvre du programme de travail élaboré sur la diversité biologique marine et côtière, tel qu'énoncé dans l'annexe I à la décision VII/5

1. *Exprime ses remerciements* à la Division de la mise en œuvre des politiques environnementales (DEPI) du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) pour avoir fourni un appui technique et financier au secrétariat de la Convention sur la diversité biologique dans le cadre de la préparation du document d'information paru sous la cote (UNEP/CBD/SBSTTA/14/INF/2), et aux Parties, aux autres gouvernements et organisations compétentes pour avoir fourni des informations pertinentes, telles que les troisièmes et quatrièmes rapports nationaux, les rapports volontaires et d'autres rapports pertinents;

2. *Prend note* des progrès accomplis dans le cadre de la mise en œuvre du programme de travail élaboré sur la diversité biologique marine et côtière, tel qu'énoncé dans l'annexe I à la décision VII/5, aux niveaux national, régional et mondial, et du fait que la mise en œuvre a été facilitée par le Secrétaire exécutif, ainsi que par les organismes des Nations Unies et les organisations internationales compétents;

3. *Reconnaît et soutient* les travaux en cours des Nations Unies visant à établir un processus régulier, légitime et crédible, relatif à l'établissement de rapports et l'évaluation de l'état du milieu marin à l'échelle mondiale, y compris les aspects socio-économiques, en s'appuyant sur les évaluations régionales existantes et en évitant les doubles emplois dans les efforts prodigués;

4. *Note avec préoccupation* la lenteur des progrès accomplis pour atteindre l'objectif de 2012 de création de réseaux d'aires marines protégées représentatifs sur le plan écologique et gérés efficacement, et le fait que malgré les efforts prodigués au cours des dernières années, moins d'un pour cent de la superficie mondiale des océans est actuellement protégée, alors que près de 15% de la superficie des zones terrestres est protégée;

5. *Reconnaissant* que les océans sont un des plus grands réservoirs naturels de carbone, et qu'ils peuvent avoir un impact significatif sur la rapidité et la portée des changements climatiques à l'échelle mondiale, *prie* les Parties, les autres gouvernements et les organisations compétentes d'intégrer davantage les aspects de la diversité biologique marine et côtière liés aux changements climatiques dans les stratégies et plans d'action nationaux pour la diversité biologique, les programmes nationaux de gestion marine et côtière intégrée, la conception et la gestion des aires marines et côtières protégées, y compris la sélection de zones nécessitant une protection, afin de garantir une capacité adaptative maximale de la diversité biologique, et d'autres stratégies de gestion du milieu marin et des ressources marines;

6. *Prie* le Secrétaire exécutif de convoquer, en collaboration avec le secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), un atelier d'experts sur les océans et les changements climatiques, en vue d'encourager des réponses conjointes des deux conventions de Rio;

7. *Notant* que les océans de la planète abritent 32 des 34 embranchements (phylum) connus de notre planète et qu'ils contiennent entre 500 000 et 10 millions d'espèces, et que des nouvelles espèces océaniques sont sans cesse découvertes, notamment dans les grands fonds marins, *prie* les Parties, les autres gouvernements et les organisations compétentes de renforcer davantage les efforts prodigués par les réseaux scientifiques à l'échelle mondiale, tels que le Recensement de la vie marine (Census of Marine Life), afin de poursuivre la mise à jour d'une liste mondiale exhaustive de toutes les formes de vie marine, et de continuer d'évaluer et de cartographier la répartition et l'abondance des espèces marines;

8. *Prenant note* du fait que le programme de travail élaboré sur la diversité biologique marine et côtière a été renforcé dans le cadre de décisions ultérieures, à savoir, les décisions VIII/21, VIII/22, VIII/24 et IX/20, *décide* d'actualiser davantage le programme de travail, en prenant en compte, *inter alia* :

a) Une plus grande importance accordée à l'amélioration de la représentativité et d'autres caractéristiques des réseaux, telles qu'identifiées dans l'annexe II à la décision IX/20, faisant partie du système mondial d'aires marines et côtières protégées, en identifiant notamment les moyens de soutenir les Parties, en vue d'accélérer les progrès accomplis pour atteindre l'objectif convenu de 2012 de création de réseaux d'aires marines et côtières protégées représentatifs sur le plan écologique et gérés efficacement, en particulier dans les zones qui relèvent de la juridiction nationale;

b) Les progrès accomplis dans le domaine de la conservation de la diversité biologique dans des zones situées au-delà des limites de la juridiction nationale, et l'identification d'aires marines importantes sur le plan écologique ou biologique dans les eaux de la haute mer et les habitats des grands fonds marins, en tenant compte de l'actualisation suggérée au titre de l'élément 2 du programme concernant les ressources marines et côtières vivantes, figurant dans l'annexe I à la présente note;

c) Les aspects de la diversité biologique marine liés aux changements climatiques, et les effets néfastes de l'acidification des océans sur la diversité biologique marine, comme conséquence directe de l'augmentation des émissions de dioxyde de carbone;

d) Les effets néfastes de la fertilisation des océans et d'autres réponses apportées par les êtres humains aux changements climatiques;

e) Une plus grande importance accordée au rôle de l'approche par écosystème pour soutenir la résilience écologique et sociale et l'adaptation face aux changements climatiques, et la contribution de l'aménagement de l'espace marin au renforcement de l'application de l'approche par écosystème et la gestion intégrée des aires marines et côtières;

f) Une plus grande importance accordée aux incidences des pratiques de pêche destructrices, de la pêche non viable et de la pêche illicite, non déclarée et non réglementée sur la diversité biologique marine, en collaboration avec la FAO et les organisations régionales de gestion des pêches (ORGP).

Identification des zones importantes sur le plan écologique ou biologique et des aspects scientifiques et techniques pertinent pour des études d'impact sur l'environnement dans des aires marines situées au-delà des limites de la juridiction nationale

9. *Exprime sa gratitude* aux Gouvernements canadien et allemand pour avoir cofinancé, et au Canada pour avoir accueilli, l'atelier d'experts sur des orientations scientifiques et techniques pour l'utilisation des systèmes de classification biogéographique et l'identification d'aires marines nécessitant une protection situées au-delà des limites de la juridiction nationale, qui s'est tenu à Ottawa, du 29 septembre au 2 octobre 2009, et aux autres gouvernements et organisations pour avoir parrainé la participation de leur représentants, ainsi qu'à l'Initiative sur la diversité biologique des océans du monde (Global Oceans Biodiversity Initiative (GOBI)) pour son assistance et son soutien techniques, et *accueille favorablement* le rapport de cet atelier d'experts (UNEP/CBD/SBSTTA/14/INF/4);

10. *Accueille favorablement* le rapport sur les zones de haute mer et les grands fonds marins de la planète – une classification biogéographique (Global Open Oceans and Deep Seabed (GOODs) - Biogeographic Classification), publié par la Commission océanographique intergouvernementale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la culture et la science (UNESCO), tel qu'il figure dans le rapport sur les zones de haute mer et grands fonds marins de la planète – une classification biogéographique, paru dans le document (UNEP/CBD/SBSTTA/14/INF/10), qui a été établi au titre du paragraphe 6 de la décision IX/20;

11. *Invite* les Parties, les autres gouvernements et les organisations compétentes à utiliser les « Orientations scientifiques pour l'utilisation et l'élaboration plus poussée des systèmes de classification

biogéographique », figurant dans l'annexe V du rapport de l'atelier d'experts d'Ottawa (UNEP/CBD/SBSTTA/14/INF/4), dans le cadre des efforts prodigués pour conserver et utiliser de manière durable la diversité biologique marine et côtière, et à renforcer la gestion des océans à l'échelle des grands écosystèmes, notamment en vue d'atteindre l'objectif de 2012 de création de réseaux représentatifs d'aires marines protégées, convenu lors du Sommet mondial sur le développement durable;

12. *Prie instamment* les Parties, les autres gouvernements et les organisations compétentes d'utiliser les orientations scientifiques pour l'identification d'aires marines situées au-delà des limites de la juridiction nationale qui répondent aux critères scientifiques énoncés dans l'annexe I à la décision IX/20, tels qu'ils figurent dans l'annexe II à la présente note, en s'appuyant sur l'annexe VI du rapport de l'atelier d'experts mentionné ci-dessus (UNEP/CBD/SBSTTA/14/INF/4);

13. *Prie instamment* les Parties, les autres gouvernements et les organisations compétentes de coopérer, selon qu'il convient, collectivement ou sur une base régionale ou sous-régionale, afin d'identifier et de protéger des zones importantes sur le plan écologique ou biologique nécessitant une protection et situées dans des eaux de haute mer ou des habitats de grands fonds marins, y compris en créant un réseau représentatif d'aires marines protégées, conformément au droit international, en particulier la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, et de tenir informés les processus pertinents au sein de l'Assemblée générale des Nations Unies;

14. *Prie* le Secrétaire exécutif de travailler en collaboration avec les organisations et initiatives pertinentes, telles que le Centre mondial de surveillance de la conservation de la nature du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE-WCMC), l'Initiative sur la diversité biologique des océans du monde (GOBI) et d'autres initiatives, afin d'assurer un suivi des progrès réalisés en matière d'identification de zones importantes sur le plan écologique ou biologique dans des aires marines situées au-delà des limites de la juridiction nationale ou dans des écosystèmes marins vulnérables, et en vue de faciliter le partage des données, des méthodes et des expériences scientifiques et des enseignements tirés à ce titre;

15. *Décide* d'examiner les progrès accomplis en matière d'identification de zones importantes sur le plan écologique ou biologique dans des aires marines situées à l'intérieur et au-delà des limites de la juridiction nationale, dans le cadre de l'examen de l'objectif de 2012 relatif aux aires marines protégées;

16. *Prie* les Parties, notamment celles qui sont des pays industrialisés, les autres gouvernements et les organisations compétentes, de coopérer pour faciliter les activités de création de capacités, y compris en organisant une série d'ateliers régionaux de formation pour les pays en développement Parties, en particulier les pays les moins avancés et les petits Etats insulaires en développement parmi eux, de même que les pays à économie en transition, et des initiatives régionales pertinentes, comme les programmes des mers régionales, afin d'encourager les efforts déployés pour identifier des aires marines importantes sur le plan écologique ou biologique, utilisant les critères scientifiques énoncés dans la décision IX/20, ainsi que les orientations scientifiques pour l'identification d'aires marines situées au-delà des limites de la juridiction nationale qui répondent aux critères scientifiques énoncés dans l'annexe I à la décision IX/20, tels qu'ils figurent dans l'annexe II à la présente note;

17. *Prie* le Secrétaire exécutif de préparer, en collaboration avec les organisations internationales pertinentes, un manuel ainsi que des modules de formation, dans la limite des ressources financières disponibles, qui pourront être utilisés pour répondre aux besoins de renforcement des capacités en matière d'identification d'aires marines importantes sur le plan écologique ou biologique, utilisant les critères scientifiques énoncés dans la décision IX/20 (annexe I à la décision IX/20), ainsi que les « orientations scientifiques pour l'identification d'aires marines situées au-delà des limites de la juridiction nationale qui répondent aux critères scientifiques énoncés dans l'annexe I à la décision IX/20 », tels qu'ils figurent dans l'annexe II à la présente note;

18. *Prie* le Secrétaire exécutif de porter les deux séries d'orientations scientifiques relatives aux critères scientifiques et aux systèmes de classification biogéographique, mentionnées aux paragraphes

11 et 12 ci-dessus, à l'attention des processus pertinents de l'Assemblée générale des Nations Unies, notamment le Groupe de travail spécial informel à composition non limitée afin qu'il examine les questions relatives à la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine située au-delà des limites de la juridiction nationale, et le Processus consultatif informel à composition non limitée des Nations Unies sur les océans et le droit de la mer;

19. *Prie* le Secrétaire exécutif de porter les critères scientifiques (annexe I à la décision IX/20) et les deux séries d'orientations scientifiques relatives aux critères scientifiques et aux systèmes de classification biogéographique à l'attention des organisations compétentes, notamment l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation maritime internationale, l'Autorité internationale des fonds marins, les organisations régionales de gestion des pêches et les programmes des mers régionales, afin d'encourager des initiatives compatibles visant à identifier et à protéger des zones importantes sur le plan écologique ou biologique;

20. *Rappelant* le paragraphe 27 de la décision IX/20, *prie* le Secrétaire exécutif de faire une étude, en consultation avec le Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'article 8 j) et les dispositions connexes de la Convention, afin d'identifier des éléments précis permettant d'intégrer les connaissances traditionnelles, scientifiques, techniques et technologiques des communautés autochtones et locales, conformément à l'article 8 j) de la Convention, et des critères sociaux et culturels et d'autres aspects pertinents pour l'identification d'aires marines nécessitant une protection, ainsi que pour la création et la gestion d'aires marines protégées;

21. *Prie instamment* les Parties, les autres gouvernements et les organisations compétentes de prendre des mesures supplémentaires pour empêcher que des effets néfastes ne surviennent dans des zones identifiées comme étant importantes sur le plan écologique ou biologique;

22. *Exprime* sa gratitude au Gouvernement des Philippines et aux Partenariats pour la gestion environnementale des mers d'Asie de l'Est (PEMSEA), pour avoir conjointement accueilli, et à la Commission européenne, pour avoir apporté un soutien financier à l'atelier d'experts sur les aspects scientifiques et techniques pertinents pour des études d'impact sur l'environnement dans des aires marines situées au-delà des limites de la juridiction nationale, qui s'est tenu à Manille, du 18 au 20 novembre 2009, et aux autres gouvernements et organisations pour avoir parrainé la participation de leurs représentants, et *accueille favorablement* le rapport de cet atelier d'experts (UNEP/CBD/SBSTTA/14/INF/5);

23. *Invite* les Parties, les autres gouvernements et les organisations compétentes à prendre en compte les orientations figurant dans les annexes II, III et IV du rapport de l'atelier d'experts de Manille (UNEP/CBD/SBSTTA/14/INF/5), lorsqu'ils effectuent des études d'impact sur l'environnement (EIE) ou des évaluations environnementales stratégiques (EES), comme suggéré au paragraphe 8 de la décision IX/20;

24. *Prie* le Secrétaire exécutif, en collaboration avec les organisations compétentes, notamment la Division des affaires océaniques et du droit de la mer de l'Organisation des Nations Unies, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation maritime internationale et l'Autorité internationale des fonds marins, et en s'appuyant sur les travaux de l'atelier d'experts de Manille, d'élaborer des orientations scientifiques et techniques pour les études d'impact sur l'environnement et les évaluations environnementales stratégiques effectuées dans des aires marines situées au-delà des limites de la juridiction nationale, en révisant de manière appropriée les Lignes directrices volontaires de la CDB pour l'intégration des questions relatives à la diversité biologique dans les études d'impact sur l'environnement (décision VIII/28) et le projet d'orientations de la CDB pour l'intégration des questions relatives à la diversité biologique dans les études environnementales stratégiques (décision VIII/28), afin que les lignes directrices existantes de la CDB pour les études d'impact et le projet d'orientations pour les évaluations environnementales stratégiques puissent s'appliquer aux systèmes marins, dans le cadre de la planification des utilisations des océans et des eaux côtières par les êtres humains, et de soumettre ces lignes directrices pour examen à une future réunion de

l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques, avant la onzième réunion de la Conférence des Parties à la Convention.

Incidences des pratiques de pêche destructrices, de la pêche non viable, et de la pêche illicite, non déclarée et non réglementée sur la diversité biologique marine et côtière

25. *Exprime* sa satisfaction à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et au PNUE pour leur soutien financier et technique, et au Groupe d'experts sur la pêche de la Commission de gestion des écosystèmes de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), pour son soutien technique apporté à la réunion d'experts de la FAO-PNUE sur les incidences des pratiques de pêche destructrices, de la pêche non viable et de la pêche illicite, non déclarée et non réglementée sur la diversité biologique marine et les habitats marins, qui a été organisée en collaboration avec le secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, en vertu du paragraphe 2 de la décision IX/20, et qui s'est tenue dans les locaux de la FAO, à Rome, Italie, du 23 au 25 septembre 2009, et *accueille favorablement* le rapport de cette réunion d'experts, qui figure dans le document UNEP/CBD/SBSTTA/14/INF/6;

26. Vu les lacunes identifiées en matière d'informations et les contraintes associées à la réalisation d'un examen scientifique, du fait d'un manque de ressources disponibles pour pouvoir déployer des efforts initiaux de collaboration avec la FAO et le PNUE, et *notant* le besoin urgent d'examiner plus avant les incidences des pratiques de pêche destructrices, de la pêche non viable et de la pêche illicite, non déclarée et non réglementée sur la diversité biologique marine et les habitats marins, en s'appuyant sur les efforts initiaux prodigués, *prie* le Secrétaire exécutif d'élaborer, en collaboration avec la FAO, le PNUE, l'UICN et d'autres organisations et groupes scientifiques compétents, dans les limites des ressources financières disponibles, un mécanisme régulier constitué de processus d'experts conjoints, destiné à gérer efficacement les préoccupations relatives à la diversité biologique dans le domaine d'une gestion durable de la pêche, et de faire rapport sur les progrès réalisés dans le cadre d'une telle collaboration à une future réunion de l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques, avant la onzième réunion de la Conférence des Parties à la Convention;

Incidences de la fertilisation des océans sur la diversité biologique marine et côtière

27. *Accueille favorablement* le rapport de compilation et de synthèse des informations scientifiques disponibles concernant les incidences potentielles de la fertilisation anthropique directe des océans sur la diversité biologique marine (UNEP/CBD/SBSTTA/14/INF/7), qui a été préparé en collaboration avec le PNUE-WCMC et l'Organisation maritime internationale, au titre du paragraphe 3 de la décision IX/20;

28. *Rappelant* la décision IX/16 C sur la fertilisation des océans, *reconnaît* qu'en raison des incertitudes scientifiques qui subsistent, il existe des préoccupations importantes au sujet des incidences potentielles, intentionnelles ou non intentionnelles, de la fertilisation à grande échelle des océans sur la structure et la fonction des écosystèmes marins, y compris concernant la sensibilité des espèces et des habitats, les modifications physiologiques induites en ajoutant des micronutriments et des macronutriments aux eaux de surface, ainsi que la possibilité d'altération persistante d'un écosystème;

29. *Note* qu'afin de pouvoir fournir des prévisions fiables sur les effets néfastes des activités comprenant une fertilisation des océans sur la diversité biologique marine, d'autres travaux doivent être effectués pour améliorer nos connaissances et pour modéliser les processus biogéochimiques des océans;

30. *Note* également qu'il est urgent que des recherches améliorent notre connaissance de la dynamique des écosystèmes marins et du rôle joué par les océans dans le cycle mondial du carbone;

Incidences de l'acidification des océans sur la diversité biologique marine et côtière

31. *Accueille favorablement* la compilation et synthèse des informations scientifiques disponibles concernant l'acidification des océans et ses incidences sur la diversité biologique marine et les habitats marins (UNEP/CBD/SBSTTA/14/INF/8), qui a été préparée en collaboration avec le PNUE-WCMC, en vertu du paragraphe 4 de la décision IX/20;

32. *Exprime sa préoccupation* au sujet du fait que l'augmentation de l'acidification des océans, qui est une conséquence directe de l'augmentation des émissions de dioxyde de carbone, entraîne une réduction des minéraux carbonés présents dans l'eau de mer, lesquels sont des éléments importants de la formation des plantes et des animaux marins; les projections indiquent que d'ici à 2100, 70% des coraux d'eau froide, qui constituent des refuges essentiels et des aires d'alimentation pour les espèces de poisson commerciales, seront exposés à des eaux corrosives, *notant* que du fait des taux actuels d'émissions de dioxyde de carbone, les projections indiquent que les eaux de surface très productives de l'Océan Arctique deviendront sous-saturées en minéraux carbonés essentiels d'ici à 2032, et que celles de l'Océan Austral seront sous-saturées d'ici à 2050, entraînant des perturbations pour les grandes composantes de la chaîne alimentaire marine;

33. *Prend note* du fait qu'il subsiste de nombreuses questions relatives aux conséquences biologiques et biogéochimiques de l'acidification des océans pour la diversité biologique et les écosystèmes marins, et aux effets de ces changements sur les écosystèmes océaniques et les services rendus par ces écosystèmes, comme par exemple dans le domaine de la pêche, de la protection des zones côtières, du tourisme, de la séquestration du carbone et de la régulation du climat, et que les incidences de l'acidification des océans sur l'environnement doivent être examinées en même temps que les incidences des changements climatiques;

34. *Prie* le Secrétaire exécutif d'élaborer, en collaboration avec la Commission océanographique intergouvernementale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la culture et la science, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Centre mondial de surveillance de la conservation de la nature du Programme des Nations Unies pour l'environnement, l'Initiative internationale pour les récifs coralliens (ICRI) et d'autres organisations et groupes scientifiques compétents, dans les limites des ressources financières disponibles, une série de processus d'examen conjoint par des experts, afin de surveiller et d'évaluer les incidences de l'acidification des océans sur la diversité biologique marine et côtière, et de diffuser largement les résultats d'une telle évaluation, en vue de sensibiliser les Parties, les autres gouvernements et les organisations compétentes à cette question et d'encourager des efforts d'évaluation correspondants au niveau national, de sorte que les informations pertinentes recueillies au niveau national puissent être incorporées dans les stratégies et plans d'action nationaux pour la diversité biologique, les plans nationaux et locaux pour une gestion intégrée des aires marines et côtières, et la conception et la gestion des aires marines et côtières protégées, et *prie* également le Secrétaire exécutif, vu les liens qui existent entre les émissions de CO₂ et l'acidification des océans, de transmettre les résultats de cette évaluation au secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), pour que celui-ci puisse les communiquer aux Parties.

I. ÉTAT ET TENDANCES DE LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE MARINE ET CÔTIÈRE A L'ÉCHELLE MONDIALE

1. L'évaluation du milieu marin et de l'environnement effectuée à l'échelle mondiale au cours des dernières années a montré qu'il existe de graves déclin des ressources marines vivantes, des pertes continues d'habitats côtiers et une dégradation du milieu marin en général. D'après l'Indice « planète vivante » (IPV), qui assure le suivi des tendances pour une population de 341 espèces marines représentatives dans quatre océans, on a observé un déclin moyen global de 14% de l'Indice « planète vivante » marin, entre 1970 et 2005. La présente note résume simplement les principaux résultats obtenus concernant l'état et les tendances, sans fournir de références spécifiques, en se basant sur les résultats de l'évaluation figurant dans l'examen approfondi paru dans le document (UNEP/CBD/SBSTTA/14/INF/2). Elle n'entend pas donner une conclusion générale sur l'état et les tendances à l'échelle mondiale, ces conclusions étant reflétées dans les recommandations suggérées plus haut. D'autres informations sur les zones humides côtières, les aires marines et côtières protégées, et l'impact des changements climatiques sur la diversité biologique marine et côtière sont fournies dans les examens approfondis correspondants, parus dans les documents (UNEP/CBD/SBSTTA/14/3, UNEP/CBD/SBSTTA/14/5 et UNEP/CBD/SBSTTA/14/6).

2. **Estuaires :** Il existe dans le monde environ 1200 grands estuaires, couvrant une superficie d'environ 500 000 km². On peut obtenir une idée de leur état actuel à partir d'une étude faite de l'étendue et des causes de changements écologiques intervenus dans 12 estuaires et mers côtières d'Europe, d'Amérique du nord et d'Australie, depuis le temps des premiers établissements humains jusqu'à l'heure actuelle, utilisant des données paléontologiques, archéologiques, historiques et écologiques pour assurer un suivi des changements intervenus dans des espèces, des habitats, des facteurs de qualité de l'eau et des invasions d'espèces importantes. La principale cause de dommages causés aux estuaires concerne l'exploitation humaine, qui est à l'origine de 95% du déclin des espèces et de 96% des extinctions, souvent conjugués à une destruction des habitats. La plupart des mammifères, des oiseaux et des reptiles trouvés dans les estuaires étaient en déclin en 1900, et leur déclin se poursuivait encore en 1950. Les huîtres ont été la première ressource invertébrée dégradée, en raison de leur valeur et de leur accessibilité, et du fait de méthodes de collecte destructrices dans certains endroits. L'impact des activités humaines a également été à l'origine de la destruction de plus de 65% des herbiers et des habitats de zones humides, et a abouti à une dégradation de la qualité de l'eau et une accélération des invasions d'espèces.

3. **Mangroves :** Les mangroves, les marais salants et les herbiers représentent plus de la moitié de la totalité du stockage de carbone dans les sédiments océaniques. La couverture mondiale des forêts de mangrove est estimée à 15,2 millions d'hectares, les plus grandes zones de mangrove étant situées en Asie et en Afrique, suivies par l'Amérique du Nord et l'Amérique centrale. 20% de ces zones, soit 3,6 millions d'hectares, ont été perdus sur les 18,8 millions d'hectares recouvrant la planète en 1980. Le rythme de perte nette semble avoir récemment ralenti, mais il demeure élevé : environ 185 000 d'hectares ont été perdus chaque année dans les années 80, et le rythme annuel de perte entre les années 2000 et 2005 a été de 102 000 hectares. Les principales causes du déclin des mangroves sont leur conversion en zones aquacoles, zones agricoles et zones d'aménagement urbain, résidentiel ou touristique, principalement en raison d'un manque de connaissance de l'importance revêtue par ces zones en termes de fourniture de services d'écosystèmes essentiels, comme par exemple la protection et la stabilisation des zones côtières, l'apport en nutriments, ou la protection des zones d'alevinage pour les poissons.

4. **Récifs coralliens :** D'après le Réseau mondial de surveillance des récifs coralliens (GCRMN), les estimations rassemblées par les points de vue d'experts, émanant de 372 experts scientifiques ou gestionnaires de récifs coralliens issus de 96 pays, indiquent que le monde a effectivement perdu 19% de la couverture initiale des récifs coralliens; 15% de ces récifs seront gravement menacés dans les 10 à 20 prochaines années, et 20% de récifs supplémentaires seront menacés dans 20 à 40 ans. Les deux dernières estimations ont été faites en retenant un scénario qui maintient le statu quo, sans prendre en compte les menaces imminentes posées par les changements climatiques, ni le fait qu'une gestion future efficace pourrait permettre de protéger plus de récifs coralliens. Néanmoins, 46% des coraux de la planète sont aujourd'hui considérés comme étant en relativement bonne santé, et ne subissent aucune menace

immédiate de destruction, sauf la menace « imprévisible à l'heure actuelle » du réchauffement climatique mondial. Il convient cependant de noter que ces prévisions comportent de nombreux aléas, en raison de différentes sources d'incertitudes. Le déclin des récifs coralliens aura des conséquences dévastatrices pour près de 500 millions de personnes qui dépendent de ces récifs pour leur alimentation, la protection de leurs zones côtières, les matériaux de construction et les revenus du tourisme. Ceci inclut 30 millions de personnes qui sont pratiquement totalement dépendantes des récifs coralliens pour leurs moyens de subsistance ou les terrains sur lesquels elles vivent (atolls).

5. **Herbiers** : Les herbiers couvrent environ 0,1 à 0,2% de la superficie mondiale des océans et revêtent une grande importance pour la diversité biologique : comme habitats pour les poissons, les oiseaux et les espèces invertébrées; comme source alimentaire essentielle pour des espèces menacées comme le dugong, le lamantin et la tortue verte; pour leur rôle dans le cycle des éléments nutritifs et la stabilisation des sédiments. Les services rendus par les herbiers dans le cycle des éléments nutritifs ont été évalués à 1,9 trillions de dollars par an, tandis que les services rendus à la pêche commerciale ont été estimés à 3500 dollars par hectare par an. Une analyse mondiale récente des changements intervenus dans l'étendue des populations d'herbiers montre que depuis la période des données les plus anciennes, remontant à 1879, les prairies d'herbiers ont connu un déclin dans tous les endroits de la planète pour lesquels on dispose de données quantitatives, y compris à hautes et à faibles latitudes. L'étude montre que les herbiers ont disparu au rythme de 110 km² par hectare par an depuis 1980, et que 29% de la superficie connue des herbiers a disparu, depuis que les zones d'herbiers ont été répertoriées pour la première fois, en 1879. D'autre part, le rythme du déclin s'est accéléré, en passant d'une médiane de 0,9% par hectare par an avant 1940, à 7% par hectare par an depuis 1990. Le rythme d'appauvrissement des herbiers est comparable à celui qui a été signalé pour les forêts de mangrove, les récifs coralliens et les forêts tropicales humides, et situe les prairies d'herbiers parmi les écosystèmes les plus menacés de la planète.

6. **Récifs de mollusques et crustacés** : Plusieurs siècles de pêche extractive intensive, exacerbés par une dégradation côtière plus récente, ont fait que les récifs d'huîtres et d'autres mollusques et crustacés ont aujourd'hui presque atteint, voire dépassé, le point d'extinction fonctionnelle partout dans le monde, à savoir, que les fonctions et les services rendus par ces écosystèmes ont été perdus. Les récifs d'huîtres sont l'un des habitats marins les plus en péril, voire probablement l'habitat le plus en péril de la planète – les récifs d'huîtres sont en mauvais état, ayant connu un déclin de plus de 90% par rapport aux niveaux historiques, dans 70% des baies et 63% des écorégions marines du monde. Plus préoccupant encore, les récifs d'huîtres sont aujourd'hui fonctionnellement éteints (plus de 99% de perte de récifs) dans 37% des estuaires et 28% des écorégions. A l'échelle mondiale, il est estimé que 85% des récifs d'huîtres ont été perdus — un taux supérieur aux pertes signalées pour d'autres habitats importants, comme les récifs coralliens, les forêts de mangrove ou les herbiers. Bien que l'on ait commencé à s'intéresser au problème de la conservation des récifs d'huîtres, ceux-ci demeurent une composante peu connue des écosystèmes et continuent de disparaître à une rapidité parfois alarmante. L'acidification des océans constituera également une menace substantielle pour les récifs d'huîtres.

7. **Coraux d'eau froide** : Les coraux d'eau froide forment un ensemble d'organismes divers sur le plan taxonomique et morphologique, qui se distinguent par leur présence dans des eaux océaniques plus profondes et plus froides. Ils peuvent former des vastes récifs, ou vivre seuls, ou en forme de buissons ressemblant à un arbre; ils sont aussi fragiles et facilement endommagés. Bien que la superficie totale mondiale des récifs coralliens d'eau froide ne soit pas connue, il est estimé qu'ils couvrent une superficie totale de 284 300 km², principalement au bord du plateau continental ou sur des monts marins. Ils servent d'habitats à de nombreux poissons et espèces invertébrées, et contribuent à enrichir la diversité biologique des écosystèmes d'eau profonde. Les méthodes de datation radioactive ont permis de montrer que certains récifs vivants pouvaient atteindre 8000 ans, et les données géologiques montrent que les récifs coralliens d'eau froide existent depuis des millions d'années. Il est estimé que plus de cent espèces de coraux et d'éponge d'eau profonde vivent dans le Pacifique Nord, au large de l'Alaska, dont 34 au moins sont des coraux. Les chercheurs estiment qu'environ 800 espèces de coraux pierreux n'ont pas encore été découvertes. De nombreux récifs coralliens d'eau froide ont été endommagés par les activités de chalutage de fond, mais l'étendue des dommages n'a pas été quantifiée. La plupart des récifs étudiés à ce

jour ont subi des dommages physiques, causés par les activités de chalutage. Du fait de leur vulnérabilité face aux dommages causés par le chalutage de fond et de leur vitesse très lente de récupération (de plusieurs décennies à plusieurs siècles, car la plupart des récifs coralliens d'eau froide grandissent très lentement), les efforts récemment prodigués en matière de conservation ont été axés sur une prévention des dommages causés par la pêche, bien que les dommages causés aux fonds marins par d'autres activités (l'exploration énergétique par exemple) ou par les changements climatiques, demeurent une préoccupation. L'acidification des océans constitue potentiellement une menace grave pour les récifs coralliens d'eau froide, car les taux de dissolution du carbonate de calcium sont plus élevés dans les eaux froides.

8. **Monts marins :** Notre connaissance des monts marins et de leur faune est limitée; des échantillons ont été prélevés sur un petit pourcentage seulement de monts marins, et on ne dispose pratiquement d'aucunes données pour de vastes zones de la planète, comme l'Océan indien. Bien que la diversité biologique des monts marins reste peu connue à l'échelle mondiale, en raison du manque d'échantillonnage et d'exploration, les résultats des recherches disponibles tendent à montrer que les monts marins sont souvent des écosystèmes très productifs, comparativement aux zones d'eau profonde adjacentes, et qu'ils peuvent abriter une riche diversité biologique et des communautés biologiques spéciales, dont les récifs coralliens d'eau froide, ainsi que des ressources halieutiques abondantes. Certains résultats suggèrent l'existence d'un fort taux d'espèces endémiques sur les monts marins, bien que ces taux puissent varier selon les monts marins, les régions et les taxons, ou se limiter dans certains cas à des espèces caractérisées par une faible capacité de dispersion. Les monts marins sont souvent associés aux récifs coralliens d'eau froide, et ils abritent des populations de poissons d'eau profonde. Ils peuvent être vulnérables du fait de leur isolement géographique, ce qui, pour certaines espèces, peut indiquer un isolement génétique. Les poissons des monts marins sont particulièrement vulnérables face à une exploitation, car ils se caractérisent souvent par une longue durée de vie, une lente maturation et une progéniture limitée.

9. **Bouches hydrothermales:** Les bouches hydrothermales se situent le long de toutes les dorsales médio-océaniques actives et des centres d'expansion de l'arc interne. La base de données sur les systèmes de bouches hydrothermales (InterRidge Hydrothermal Vents Database) énumère 212 sites distincts connus de bouches hydrothermales, sachant qu'il en existe probablement d'autres. Notre connaissance de la localisation et de l'étendue des bouches hydrothermales est loin d'être exhaustive, tout comme l'est notre connaissance de leur diversité biologique et leur écologie. On sait que les sites de bouches hydrothermales abritent des communautés biologiques exceptionnellement productives dans des eaux profondes, et que la faune des bouches hydrothermales varie, allant des minuscules bactéries chimiosynthétiques aux vers cylindriques, aux palourdes géantes et aux crabes. 91% des espèces trouvées à l'intérieur et autour des événements sont endémiques. Les micro-organismes prédominent et des milliers d'organismes appartenant à des petites populations constituent la plupart de la diversité biologique trouvée au sein des différents embranchements (phylum).

10. **Ressources halieutiques:** D'après la FAO, un examen général de l'état des ressources halieutiques marines confirme que les pourcentages de stocks surexploités, épuisés, ou en voie de reconstitution sont restés relativement stables au cours des 10 à 15 dernières années, après une tendance sensible à la hausse dans les années 70 et 80, en raison de l'expansion des activités de pêche. En 2007, environ 28% des stocks de poisson étaient surexploités (19%), épuisés (8%), ou en voie de reconstitution après épuisement (1%), rapportant moins par conséquent que leur potentiel maximal. 52% de stocks de poisson supplémentaires étaient totalement exploités, aboutissant à des prises proches des limites viables maximales et empêchant toute expansion supplémentaire. Environ 20% seulement des stocks de poisson étaient modérément exploités ou sous-exploités. La plupart des stocks des dix principales espèces de poisson exploitées dans le monde, représentant environ 30% de la production mondiale de la pêche de capture marine sur le plan quantitatif, étaient totalement exploités ou surexploités. Les zones pour lesquelles les stocks de poisson totalement exploités atteignent les pourcentages les plus élevés sont l'Atlantique Nord-Est, l'Océan indien occidental et le Pacifique Nord-Ouest. Globalement, 80% des stocks halieutiques mondiaux pour lesquels on dispose d'informations d'évaluation sont considérés

comme étant totalement exploités ou surexploités, nécessitant par conséquent une gestion efficace, basée sur le principe de précaution.

11. **Zones mortes :** Une des tendances observée à l'échelle mondiale ces dernières années a été une augmentation du nombre de zones mortes (zones hypoxiques ou pauvres en oxygène), celui-ci étant passé de 149 en 2003 à plus de 200 en 2006. Les zones mortes sont habituellement dues à des polluants provenant de sources urbaines ou agricoles et dont l'augmentation est anticipée, qui sont lessivés dans les eaux des zones côtières. La plupart des zones mortes - sachant que quelques-unes d'entre elles sont dues à des phénomènes naturels, ont été observées dans les eaux des zones côtières, dans lesquelles se trouvent aussi les principales zones de pêche.

12. **Oiseaux marins et oiseaux de rivage :** L'Indice de la Liste rouge (ILR), qui est basé sur une analyse du risque d'extinction faite par l'UICN, indique que les espèces d'oiseaux sont confrontées à un déclin particulièrement marqué, en termes de chances de survie dans les écosystèmes marins et côtiers. De la même manière, l'Indice de l'état des populations d'oiseaux de rivage, qui a été élaboré pour mesurer l'efficacité de la protection des sites qui entrent dans le champ d'application de la Convention Ramsar sur les zones humides, semble confirmer les résultats de l'Indice de la Liste rouge, à savoir, que les oiseaux sont particulièrement menacés dans les écosystèmes marins et côtiers. L'indice montre que le déclin des populations d'oiseaux de rivage entre le milieu des années 90 et le milieu des années 2000 a été 2,64 fois supérieur à celui de la décennie précédente. En d'autres termes, le taux mondial de perte de diversité biologique pour ce groupe d'espèces a plus que doublé en dix ans. Les déclins ont été particulièrement marqués en Asie orientale, en Asie méridionale et dans les voies de migration du Pacifique. L'état et les tendances des populations reproductrices d'albatros sont bien documentées et, puisque 19 des 21 espèces d'albatros sont aujourd'hui mondialement menacées, et que les deux espèces restantes sont pratiquement menacées, les albatros sont devenus la famille d'oiseaux la plus menacée d'extinction de la planète. De nombreuses espèces de pétrel sont aussi menacées à l'échelle mondiale. Bien que les espèces d'albatros et de pétrel soient confrontées à de nombreuses menaces sur leurs lieux de reproduction, les principaux problèmes rencontrés à l'heure actuelle concernent le milieu marin, en particulier les interactions avec les activités de pêche, et le fait que plusieurs milliers d'oiseaux sont tués chaque année par la pêche aux lignes de fond. Certaines zones de pêche les plus riches du monde sont aussi des aires d'alimentation cruciales pour des espèces d'oiseaux marins vulnérables. Même un chevauchement partiel entre les aires d'alimentation et les zones de pêche constitue un problème important, car une faible augmentation de la mortalité chez les albatros peut avoir de graves effets sur ces oiseaux à long terme.

13. **Espèces exotiques envahissantes :** Le nombre et la gravité des proliférations et des invasions d'espèces exotiques envahissantes sont en augmentation, entraînant des effets dévastateurs sur la diversité biologique, la productivité biologique, la structure des habitats et les ressources halieutiques. Les aires marines très perturbées et endommagées sont plus susceptibles d'être vulnérables aux espèces exotiques envahissantes, et leur répartition géographique tend à montrer qu'il existe un lien étroit entre la présence d'espèces envahissantes et les zones perturbées, polluées et surexploitées, en particulier le long des principales voies maritimes mondiales. Les proliférations d'espèces exotiques envahissantes marines les plus dévastatrices se sont ainsi produites le long des principales voies maritimes. D'autre part, l'augmentation des effets des changements climatiques entraînera très probablement une augmentation de ces invasions et un accroissement de la probabilité d'invasions par d'autres espèces.

II. MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME DE TRAVAIL ÉLABORÉ SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE MARINE ET CÔTIÈRE

14. La Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique a indiqué, dans l'annexe I à la décision VII/5, que le programme de travail élaboré sur la diversité biologique marine et côtière serait en vigueur pendant une période de six ans (2004-2010), date à laquelle sa mise en œuvre serait examinée de manière approfondie, et le programme de travail révisé, selon qu'il convient. Dans l'annexe à la décision VII/31, la Conférence des Parties a décidé d'entreprendre un examen approfondi du programme

de travail sur la diversité biologique marine et côtière, à sa dixième réunion. L'examen a été réalisé conformément aux lignes directrices fournies dans l'annexe III à la décision VIII/15.

15. La présente note résume simplement les principaux points des résultats obtenus, en ce qui concerne les progrès accomplis pour chaque élément du programme, sans fournir de références spécifiques ou d'études de cas, en se basant sur les résultats de l'examen approfondi paru dans le document (UNEP/CBD/SBSTTA/14/INF/2). Elle n'entend pas donner une conclusion générale, ces conclusions étant reflétées dans les recommandations suggérées plus haut.

A. *Progrès accomplis dans le cadre de la mise en œuvre d'une gestion intégrée des aires marines et côtières*

16. La gestion intégrée des aires marines et côtières (GIAMC) est aujourd'hui appliquée dans une majorité d'Etats côtiers (pays industrialisés et pays en développement) partout dans le monde. Les rapports nationaux de 2005 indiquent que 78% des Parties à la Convention sur la diversité biologique ont institué une gestion intégrée améliorée des aires marines et côtières (y compris la gestion des bassins versants), afin de réduire les charges en sédiments et en nutriments trouvées dans le milieu marin. Ce chiffre correspond à une augmentation par rapport au chiffre indiqué dans les deuxièmes rapports nationaux (communiqués par les Parties en 2002), dans lesquels 28% des pays répondants seulement avaient indiqué qu'ils disposaient d'arrangements institutionnels, administratifs et législatifs permettant de développer une gestion intégrée des aires marines et côtières. A cette époque, 58% des pays étaient en train de mettre en place de tels arrangements. Bien qu'aucunes statistiques actualisées ne soient disponibles, il est probable que l'application d'une gestion intégrée des aires marines et côtières, sous différentes formes, est encore plus développée à l'heure actuelle. Chaque pays côtier ayant communiqué son quatrième rapport national ou un rapport volontaire, à ce jour, a signalé l'existence d'initiatives pertinentes en matière de gestion intégrée des aires marines et côtières. Cependant, l'intégration des préoccupations relatives à la diversité biologique dans les activités sectorielles demeure toujours un défi pour la gestion intégrée des aires marines et côtières. De même, une coordination entre les différents secteurs et niveaux de gouvernement doit être encore renforcée, car de nombreuses activités, politiques et législations continuent d'être sectorielles par nature, et ne prévoient aucunes mesures effectives en matière d'intégration.

17. La gestion intégrée des aires marines et côtières a été également efficacement appliquée dans le cadre du Programme mondial d'action du PNUE pour la protection du milieu marin contre la pollution due aux activités terrestres. Le second examen intergouvernemental du Programme d'action mondial, effectué en 2006, indique que plus de 60 pays participent à des processus liés aux programmes d'action nationaux faisant partie, pour la plupart, d'efforts prodigués à l'échelle régionale et coordonnés par les organisations des mers régionales compétentes. L'état actuel de ces programmes d'action nationaux varie, allant d'une phase de planification ou préparation, à une véritable mise en œuvre dans le cadre de projets pilotes. Les activités menées comprennent : le contrôle de la pollution, y compris les effluents, les polluants organiques persistants et les métaux lourds; le traitement des eaux usées; la gestion du problème d'eutrophisation; l'évaluation et la surveillance de l'environnement; la restauration de l'environnement.

18. Une tendance relativement récente observée dans la dernière série de rapports nationaux ou volontaires concerne l'élaboration de plans régionaux et nationaux exhaustifs et à grande échelle (échelle bio-régionale ou échelle des grands écosystèmes marins), relatifs à une gestion intégrée des aires marines et côtières, qui prennent en compte les écosystèmes, les espèces et les habitats, ainsi que les utilisations et les besoins humains. De tels plans sont de plus en plus encadrés par une politique générale ou une législation, bien que pas encore de manière exhaustive. La différence qui existe entre ces plans et les projets de gestion côtière du passé est qu'on observe un effort croissant de prendre en compte les écosystèmes dans leur intégralité. A titre d'exemple, le Parlement norvégien a approuvé le besoin de mettre en place une gestion intégrée de toutes les zones maritimes, en s'appuyant sur l'approche par écosystème. Le Canada a mis en place et est en train d'appliquer une gestion intégrée des océans dans cinq vastes zones de gestion des océans (VZGO). Cette approche comprend une gouvernance intégrée de la gestion des océans, des organes consultatifs, une évaluation exhaustive des caractéristiques sociales, économiques et écologiques de ces zones, et une conservation correspondante axée sur les écosystèmes.

L'Australie a élaboré des plans bio-régionaux, axés sur la science, qui ont été efficaces pour planifier et mettre en œuvre une gestion intégrée des aires marines et côtières. De tels plans bio-régionaux sont utiles pour toute une série d'applications de gestion, ainsi que pour protéger la diversité biologique, comme montré dans l'étude de cas australienne figurant dans le document d'information paru sous la cote (UNEP/CBD/SBSTTA/14/INF/2). D'autres informations sur la mise en œuvre d'une gestion intégrée des aires marines et côtières figurent dans ce document d'information.

B. Progrès accomplis en matière de conservation et d'utilisation durable des ressources vivantes marines et côtières

19. Les océans de la planète abritent 32 des 34 embranchements (phylum) connus sur terre, et contiennent entre 500 000 et 10 millions d'espèces marines environ. On sait que la diversité des espèces atteint 1000 espèces par mètre carré dans l'océan Indo-Pacifique, et que de nouvelles espèces océaniques sont sans cesse découvertes, notamment dans les grands fonds marins. Il n'est donc pas surprenant que les ressources génétiques des océans et des zones côtières présentent un intérêt actuel et potentiel pour des applications commerciales. De nombreux brevets ont été déposés concernant des ressources génétiques marines, ayant abouti à la fabrication de produits déjà mis sur le marché. Beaucoup de ces produits apportent des bénéfices à l'humanité. Les informations disponibles à l'échelle mondiale concernant différentes espèces et écosystèmes marins sont actuellement compilées par le Recensement de la vie marine (Census of Marine Life), un réseau mondial de chercheurs qui finalisent actuellement leurs travaux. La base de données du réseau comprend déjà des données pour plus de 16 millions d'espèces, découvertes par le passé ou venant d'être découvertes (voir : <http://www.iobis.org/>).

20. Les travaux réalisés par l'intermédiaire de la FAO, relatifs à l'élaboration d'une Approche écosystémique des pêches (AEP), fournissent un exemple prometteur d'application de l'approche par écosystème à la gestion sectorielle des ressources marines. Des initiatives importantes ont aussi été menées dans le cadre de projets sur les Grands écosystèmes marins (GEM), appuyés par le Fonds pour l'environnement mondial; ces projets pilotes mettent à l'essai différents moyens pour appliquer une gestion intégrée des océans, des zones côtières, des estuaires et des bassins d'eau douce, en utilisant l'approche par écosystème. Depuis 1995, le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) a apporté un financement substantiel pour appuyer des projets menés par les pays, visant à introduire des pratiques d'évaluation et de gestion multisectorielles et basées sur les écosystèmes, pour les Grands écosystèmes marins situés en marge des zones océaniques. Dans les zones côtières, l'approche par écosystème a été très souvent mise en œuvre dans le cadre d'initiatives de gestion intégrée des aires marines et côtières, ainsi que des approches sectorielles. De nombreux pays entreprennent également actuellement des initiatives visant à assurer la conservation et l'utilisation durable des ressources marines vivantes. A titre d'exemple, les troisièmes rapports nationaux indiquent que 93% des Etats côtiers ayant soumis un rapport ont pris des mesures pour contrôler les pratiques de pêche excessives et destructrices; 24,5% des Etats côtiers ayant soumis un rapport prévoient de mettre en place une évaluation exhaustive des écosystèmes marins et côtiers, tandis que 26,5% d'entre eux sont déjà en train d'effectuer ces évaluations. 90% des Etats côtiers ayant soumis un rapport ont pris des mesures pour protéger des zones importantes pour la reproduction des poissons, comme les frayères ou les zones d'alevinage.

21. Des nouvelles initiatives importantes visant à assurer la conservation et l'utilisation durable des récifs coralliens ont débuté au cours des dernières années. Ces initiatives comprennent : des efforts continus prodigués au niveau national, par le biais de l'Initiative internationale pour les récifs coralliens (ICRI) et du Réseau international d'action pour les récifs coralliens (ICRAN); des initiatives régionales comme l'Initiative pour le Triangle de corail, le programme d'Initiatives pour la protection et la gestion des récifs coralliens dans le Pacifique (CRISP), le Challenge de Micronésie, le Challenge des Caraïbes et le Challenge de l'océan indien; le projet du FEM-Banque mondiale de Recherche ciblée sur les récifs coralliens. La conservation des récifs coralliens les plus riches du monde en biodiversité est l'objectif que se sont fixés l'Indonésie, les Philippines, la Malaisie, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les Iles Salomon et Timor Leste. Ces pays ont créé, en 2006, l'Initiative pour le Triangle de corail, en réponse à la demande faite par la Convention sur la diversité biologique, le WWF, Conservation International et The Nature Conservancy de réduire l'appauvrissement de la diversité biologique et de mettre en place des réseaux

d'aires marines protégées. Cette initiative est un exemple d'efforts prodigués à grande échelle pour renforcer la résilience des récifs coralliens, comme demandé au titre de l'objectif opérationnel 2.2 du programme de travail (annexe I à la décision VII/5) (plans de travail sur le blanchissement, la dégradation physique et la destruction des coraux).

22. Des programmes internationaux importants œuvrent pour accroître notre connaissance des coraux d'eau froide et des écosystèmes des grands fonds marins. Le projet HERMES (« Hotspot Ecosystem Research on the Margins of European Seas » (recherche sur la dynamique des écosystèmes profonds le long de la marge européenne)) (www.eu-hermes.net) est un projet intégré européen, comprenant 50 partenaires et financé par la Commission européenne, sur les récifs coralliens d'eau froide et d'autres habitats des grands fonds marins, tels que les sources froides, les milieux anoxiques, les monts marins, les canyons et les pentes continentales. Le projet HERMES a créé des liens étroits entre les responsables politiques européens et mondiaux du milieu marin. Le projet HERMES s'est terminé en mars 2009 et a été remplacé par le projet HERMIONE (« Hotspot Ecosystem Research and Man's Impact on European Seas » (recherche sur les écosystèmes profonds et l'impact des activités humaines sur les mers européennes), en avril 2009. Quelques-uns des principaux résultats du projet HERMES sont des nouvelles informations concernant le rôle important des virus dans les cycles biogéochimiques mondiaux, le métabolisme des grands fonds marins et le fonctionnement général des écosystèmes des grands fonds. Le projet HERMES a aussi produit une série de documents sur les grands fonds marins, à l'attention des responsables politiques, examinant des questions comme les changements climatiques dans les grands fonds marins, la valeur attribuée aux biens et services d'écosystèmes, l'établissement d'une carte des fonds océaniques, l'importance des microbes dans les océans, ou la diversité biologique des grands fonds marins. Le Recensement mondial de la vie marine sur les monts marins (Global Census of Marine Life on Seamounts (CenSeam)) est une étude mondiale des écosystèmes des monts marins visant à déterminer leur rôle dans le domaine de la biogéographie, la diversité biologique, la productivité et l'évolution des organismes marins, et ayant pour but d'évaluer les effets de l'exploitation humaine sur les monts marins et leurs environs. Ceci est l'un des projets menés dans le cadre du Recensement de la vie marine. Le projet a été lancé en 2005 et l'établissement d'un rapport final est prévu en 2010. On s'attend à ce que le rapport final comble des lacunes importantes dans notre connaissance des monts marins, notamment dans des régions peu étudiées jusqu'à présent.

23. Comme indiqué dans la décision VIII/24, la Convention sur la diversité biologique joue un rôle important en appuyant les travaux de l'Assemblée générale des Nations Unies en matière d'aires marines protégées situées au-delà des limites de la juridiction nationale, et en se concentrant sur la fourniture d'informations et d'avis scientifiques - et techniques lorsqu'appropriés, afférents à la diversité biologique marine, l'application de l'approche par écosystème, l'approche de précaution et la réalisation de l'objectif de 2010. En conséquence, la Convention sur la diversité biologique remplit son rôle en élaborant et en adoptant des critères scientifiques permettant d'identifier des aires marines importantes sur le plan écologique ou biologique, nécessitant une protection et situées dans des zones de haute mer et des habitats des grands fonds marins, et en promouvant des travaux d'examen et de synthèse des informations scientifiques les plus récentes relatives à ces zones, ainsi que l'élaboration d'un système de classification biogéographique, en vertu du paragraphe 44 b) de la décision VIII/24, en ce qui concerne les zones de haute mer et les grands fonds marins. Le système de classification biogéographique fournira une base pour l'application de l'approche par écosystème dans les zones de haute mer et les grands fonds marins, y compris l'aménagement de l'espace marin et l'établissement d'un réseau représentatif d'aires marines protégées, et fournira une base pour diriger les futures recherches scientifiques.

C. Progrès accomplis dans le cadre de l'établissement et la gestion efficace d'aires marines et côtières protégées

24. Les informations les plus à jour concernant les aires marines et côtières protégées (AMCP) sont disponibles dans la Base de données mondiale sur les aires marines protégées (<http://www.wdpa-marine.org/Default.aspx>), gérée par le PNUE-WCMC. Les données de 2009 concernant le nombre d'aires marines et côtières protégées et la superficie totale protégée à l'échelle mondiale ne sont pas encore disponibles, mais les informations les plus récentes indiquent que moins de 1% de la superficie totale mondiale des océans est protégée. Les statistiques les plus récentes disponibles, datant de mars 2008,

indiquent qu'il existe environ 4435 aires marines et côtières protégées à l'échelle mondiale. Ces aires protégées couvrent une superficie d'environ 2,35 millions km², c'est-à-dire, l'équivalent de 0,65% de la superficie totale mondiale des océans et 1,6% de la superficie totale mondiale des zones économiques exclusives. Sur l'ensemble de la zone couverte par les aires marines et côtières protégées, une petite partie seulement, à savoir, 12,8% d'entre elles interdisent les activités extractives. Bien qu'il soit probable que la superficie totale des aires marines et côtières protégées ait augmenté depuis 2008, du fait de la création de nouvelles aires protégées, il est évident que les océans et les zones côtières de la planète demeurent sous-protégés.

25. La tendance en faveur de l'établissement de nouvelles aires marines et côtières protégées est évidente, dans les rapports nationaux ou volontaires communiqués au titre de la Convention sur la diversité biologique. Dans les troisièmes rapports nationaux (2005), 94% des Parties ont déclaré que leurs futurs plans comprenaient l'élaboration de nouvelles aires marines et côtières protégées. Les rapports volontaires de 2008-2009 sur la diversité biologique marine et côtière, ainsi que les quatrièmes rapports nationaux (2009) reçus à ce jour indiquent que tous les Etats côtiers qui ont soumis un rapport ont créé une ou plusieurs nouvelles aires marines et côtières protégées, et dans certains cas, des réseaux nationaux pour ces aires protégées. Dans de nombreux cas, la superficie de la zone couverte par ces aires protégées à ce jour est impressionnante. Cette tendance va probablement se poursuivre à l'avenir, car de nombreux pays ont fixé des objectifs relatifs aux aires marines et côtières protégées et aux réseaux pour ces aires protégées. Souvent, l'objectif fixé est de protéger 10 à 30% des habitats marins et côtiers, ou de cibler des catégories d'écosystème spécifiques, comme les récifs coralliens. A titre d'exemple, le Belize s'est fixé un objectif de conservation de 20% de toutes les bio-régions marines et côtières, de 30% des récifs coralliens, de 80% des agrégations de ponte et de 60% des sites de nidification des tortues. La France entend protéger 10% de son espace maritime d'ici à 2012, et 20% d'ici à 2020, soit une superficie totale de 11 millions km² d'espace marin protégé. Le Challenge de Micronésie, qui a pour but de conserver au moins 30% des ressources marines situées à proximité du rivage en Micronésie d'ici à 2020, assurera la protection d'une zone d'une superficie de 6,7 millions km², soit 5% de la superficie totale de l'océan Pacifique.

26. Les pays ont entrepris de nombreuses activités, individuellement ou collectivement, afin d'établir des aires marines et côtières protégées et des réseaux pour ces aires protégées. Bien que la superficie de la zone couverte par les aires marines et côtières protégées augmente, elle n'est pas encore suffisante pour pouvoir atteindre l'objectif de 10% établi au titre de la Convention sur la diversité biologique. De plus, le réseau mondial d'aires marines et côtières protégées n'est pas encore représentatif, exhaustif, adéquat et géré efficacement. Sont particulièrement sous-représentés les écosystèmes plus éloignés du rivage, situés dans les zones économiques exclusives et au-delà. Les habitats de la haute mer sont également fortement sous-représentés. Les changements climatiques vont aussi constituer un défi supplémentaire pour les gestionnaires des aires marines et côtières protégées, sachant que l'établissement de nouvelles aires marines et côtières protégées est peut-être un des meilleurs moyens d'accroître la résilience des écosystèmes vulnérables.

D. Progrès accomplis dans le cadre de la prévention et de la réduction au minimum des incidences négatives de la mariculture

27. De nombreux pays industrialisés et pays en développement ont adopté (ou sont en train d'élaborer) des lois et des règlements nationaux relatifs à l'aquaculture, régissant l'octroi de permis, la surveillance et le contrôle de l'aquaculture. Ces instruments juridiques veillent à ce que le développement de cette industrie soit fondé sur des entreprises durables, localisé de manière appropriée, et que son fonctionnement respecte des normes élevées de protection environnementale et écologique. La plupart des lois et des règlements réglementent plusieurs aspects de l'industrie aquacole situés en amont, tels que la planification et l'accès, l'eau et les eaux usées, les semences, les aliments, l'investissement aquacole, les mouvements de poissons et le contrôle des maladies. Les troisièmes rapports nationaux, communiqués au titre de la Convention, indiquent que 45% des Parties ont élaboré des méthodes efficaces de contrôle des effluents et des déchets. Bien que la plupart des pays semblent dotés de dispositions juridiques ou de cadres de politique générale permettant le développement d'une aquaculture durable, le contrôle de

l'application des lois et l'adhésion aux politiques générales reste un problème dans de nombreux cas. Les ressources financières et humaines dont disposent les pays pour pouvoir surveiller et appliquer les lois et les règlements sont souvent insuffisantes; la situation est particulièrement difficile dans les pays caractérisés par un grand nombre de petits exploitants. Les mécanismes les plus souvent utilisés comprennent les études d'impact sur l'environnement et le choix des sites; ces mécanismes sont aussi ceux qui rencontreront probablement le plus de succès, en vue de prévenir ou de réduire au minimum les incidences négatives de l'aquaculture sur la diversité biologique. La réduction au minimum des rejets d'effluents dans l'environnement et la prévention des évasions sont aussi un problème examiné actuellement. Enfin, la question de la gestion des ressources génétiques nécessite encore des travaux et des recherches supplémentaires.

E. Progrès accomplis dans le cadre de la prévention et l'éradication des espèces exotiques envahissantes

28. Les espèces exotiques envahissantes marines et côtières demeurent un grave problème partout dans le monde — une fois que des espèces envahissantes sont établies, il est difficile de les éradiquer ou de les gérer, notamment dans le milieu marin. Le problème des eaux de ballast est aujourd'hui traité dans le cadre de la Convention internationale pour le contrôle et la gestion des eaux de ballast et sédiments des navires; cette convention n'est cependant pas encore entrée en vigueur. Les principales voies d'introduction, en particulier l'encrassement biologique, ne sont pas encore contrôlées dans le cadre des efforts prodigués au niveau international. Vu la contribution apparemment importante de l'encrassement biologique aux invasions marines, cette question devrait être traitée de toute urgence. D'autre part, les vecteurs liés à la mariculture et aux déchets en mer devraient être examinés plus avant. Enfin, toute stratégie de prévention de nouvelles invasions devra aussi prendre en compte le fait que la pollution marine et la dégradation des habitats rendent les écosystèmes plus vulnérables aux invasions, et devrait par conséquent inclure le renforcement de la résilience des écosystèmes, au moyen d'une amélioration de la gestion et de la protection de ces écosystèmes.

Annexe I

EXAMEN DES ÉLÉMENTS DEVANT ÊTRE ACTUALISÉS AU TITRE DE L'ÉLÉMENT 2 DU PROGRAMME : RESSOURCES VIVANTES MARINES ET CÔTIÈRES, TELS QUE FIGURANT DANS L'ANNEXE I A LA DÉCISION VII/5

Projet d'éléments devant être actualisés au titre des « activités suggérées » de l'objectif opérationnel 2.4

- Continuer de compiler, synthétiser et analyser les informations disponibles pertinentes pour l'identification des aires importantes sur le plan écologique ou biologique, dans les zones de haute mer et les habitats des grands fonds marins situés au-delà des limites de la juridiction nationale, sur la base des critères scientifiques de la CDB figurant dans l'annexe I à la décision IX/20, y compris en utilisant la carte interactive PNUE-WCMC (IMap), comme indiqué au paragraphe 5 de la décision IX/20;
- Continuer de compiler, synthétiser et analyser les informations disponibles pertinentes pour la conception d'un réseau représentatif d'aires marines protégées, en s'appuyant sur les annexes II et III à la décision IX/20;
- Identifier et évaluer les menaces pesant sur la diversité biologique dans des zones situées au-delà des limites de la juridiction nationale, y compris des zones identifiées comme satisfaisant probablement aux critères énoncés pour les aires importantes sur le plan écologique ou biologique (annexe I à la décision IX/20);
- Prendre des mesures pour améliorer la protection des aires importantes sur le plan écologique ou biologique, dans des zones situées au-delà des limites de la juridiction nationale, y compris l'établissement d'aires marines protégées et d'un réseau représentatif d'aires marines protégées, en encourageant par exemple l'utilisation des études d'impact sur l'environnement et des évaluations environnementales stratégiques, et en tenant compte des particularités des zones situées au-delà des limites de la juridiction nationale, telles qu'identifiées dans le rapport d'atelier de Manille (UNEP/CBD/SBSTTA/14/INF/5);
- Mener d'autres recherches et enquêter sur le rôle des océans et de leurs écosystèmes dans le cycle du carbone.

Annexe II

ORIENTATIONS SCIENTIFIQUES POUR L'IDENTIFICATION D'AIRES MARINES SITUÉES AU-DELA DES LIMITES DE LA JURIDICTION NATIONALE, QUI RÉPONDENT AUX CRITÈRES SCIENTIFIQUES ÉNONCÉS DANS L'ANNEXE I A LA DÉCISION IX/20

1. De nombreuses données d'expérience sont disponibles aux niveaux national et régional en ce qui concerne l'application de certains ou de l'ensemble des critères d'identification des zones importantes sur le plan écologique ou biologique destinées à de multiples usages, y compris leur protection. Bien que la plupart des données d'expérience concernent des zones relevant de la juridiction nationale, et non des zones situées au-delà des limites de la juridiction nationale, et qu'elles n'utilisent pas forcément tous les critères énoncés dans l'annexe I à la décision IX/20, l'expérience acquise dans le cadre des processus nationaux et par d'autres organismes intergouvernementaux (critères de la FAO de 2009 pour les écosystèmes marins vulnérables par exemple) et organisations non gouvernementales, fournit des orientations pour l'utilisation de ces critères. Les enseignements tirés au sujet des aspects scientifiques et techniques de l'application des critères à des zones relevant de la juridiction nationale sont informatifs, en ce qui concerne la probabilité de performance des critères dans des zones situées au-delà des limites de la juridiction nationale, même si les réponses apportées en termes de politique générale et de gestion pourraient être élaborées dans le cadre de processus différents.

2. Il n'existe aucune incompatibilité intrinsèque entre les différentes séries de critères qui ont été appliqués au niveau national par différents organismes intergouvernementaux (FAO, Organisation maritime internationale, Autorité internationale des fonds marins) et organisations non gouvernementales

(BirdLife International et Conservation International par exemple). En conséquence, la plupart des enseignements tirés au sujet des aspects scientifiques et techniques de l'application des différentes séries de critères peuvent être généralisés. D'autre part, certaines séries de critères peuvent s'avérer complémentaires : ainsi, par exemple, contrairement aux critères d'identification de zones importantes sur le plan écologique ou biologique de la CBD (annexe I à la décision IX/20), certains critères appliqués par d'autres organismes des Nations Unies prennent en compte la vulnérabilité de ces zones face à des activités spécifiques.

3. Il est important de comprendre que le processus d'*identification* de zones importantes sur le plan écologique ou biologique de la CBD est distinct des processus utilisés pour décider des réponses à apporter en termes de politique générale et de gestion, adéquates pour fournir le niveau de protection désiré pour ces zones. L'*identification* de zones importantes sur le plan écologique ou biologique est une étape scientifique et technique qui tient compte de la structure et de la fonction des écosystèmes marins. Les étapes suivantes comprennent une *sélection* de mesures de politique générale et de gestion qui tiennent compte des menaces pesant sur ces zones, des considérations socio-économiques, ainsi que des caractéristiques écologiques de ces zones.

4. Il est important de considérer l'application des critères de l'annexe I à la décision IX/20 non seulement comme une fin en soi, mais aussi comme une contribution à un processus qui tient compte du contenu des annexes I, II et III à cette décision. Dans le cadre de l'application des critères énoncés dans l'annexe I à la décision IX/20, les informations et l'expertise scientifiques et techniques sont des considérations essentielles.

5. Dans le cadre de l'application des critères, toutes les informations disponibles concernant une zone devraient être examinées. Le terme « informations » comprend des données scientifiques et techniques, ainsi que les connaissances traditionnelles et les connaissances acquises dans le cadre d'expériences vécues par des utilisateurs des océans. Toutes les informations devraient être soumises à des tests d'assurance qualité appropriés pour le type d'information examiné.

6. Les approches de modélisation qui utilisent des relations écologiques quantifiées dans des zones bien étudiées peuvent être appliquées à des zones pour lesquelles on dispose de moins de données, ces zones pouvant être une source importante de connaissances pour l'application des critères.

7. Il est probable que l'on dispose de moins d'informations pour les aires marines situées au-delà des limites de la juridiction nationale que pour de nombreuses zones relevant de la juridiction nationale, et que la quantité d'informations disponibles diffère entre la zone benthique et la zone pélagique d'aires marines spécifiques et entre les aires marines du monde entier. Différents outils et ressources d'information scientifique peuvent être utilisés pour reconnaître la valeur d'une augmentation des informations disponibles et des problèmes posés par l'insuffisance des données pour les aires marines situées au-delà des limites de la juridiction nationale. Le manque d'informations ne devrait pas être utilisé comme prétexte pour remettre à plus tard l'adoption de mesures d'application des critères utilisant les meilleures informations disponibles. Des progrès substantiels ont été réalisés dans des zones pour lesquelles les informations disponibles étaient incomplètes. Dans toutes les zones, l'application des critères devrait être examinée régulièrement, au fur et à mesure que des nouvelles informations deviennent disponibles.

8. Un important enseignement tiré de l'expérience acquise aux niveaux national, régional et international est que bien que le processus d'application des critères doive être souple, l'utilisation d'une approche cohérente et systématique permettant d'identifier des zones importantes sur le plan écologique ou biologique est préférable à une approche au cas par cas. Une approche systématique utilise au mieux les informations scientifiques et techniques disponibles, quelle que soit leur quantité, et permet mieux d'identifier les zones les plus appropriées pour des mesures de conservation renforcées, y compris leur inclusion dans des réseaux régionaux d'aires marines protégées. En conséquence, il est conseillé d'utiliser une approche structurée par étapes pour évaluer des zones au regard des critères énoncés et pour établir une carte de ces zones, les unes par rapport aux autres, dans le cadre d'un processus plus large qui : élabore des buts, des objectifs et des objectifs chiffrés; identifie des lacunes; examine des mesures de conservation, y compris des réseaux d'aires protégées; prévoit une participation inclusive, des retours d'information et une révision.

9. Les composantes des domaines benthique et pélagique des écosystèmes marins peuvent différer en ce qui concerne leur échelle, leurs processus écologiques dominants et leurs propriétés structurelles essentielles, mais le couplage des domaines benthique et pélagique de ces écosystèmes est important sur le plan écologique, bien que souvent peu caractérisé. D'autre part, la quantité d'informations disponibles peut différer entre les domaines benthique et pélagique d'un écosystème marin. En conséquence, l'application des critères devrait, autant que possible, examiner les domaines benthique et pélagique à la fois séparément et comme un système interactif. Enfin, les écosystèmes situés au-delà des limites de la juridiction nationale entretiennent de fortes connections écologiques avec les écosystèmes situés *à l'intérieur* des limites de la juridiction nationale. Une évaluation des zones importantes sur le plan écologique ou biologique situées au-delà des limites de la juridiction nationale devrait tenir compte de ces connections.

10. Les critères énoncés pour l'identification de zones importantes sur le plan écologique ou biologique de la CDB dans l'annexe I à la décision IX/20 seront généralement appliqués avant de procéder aux étapes énoncées dans l'annexe II à cette décision. Ceci signifie que les zones importantes sur le plan écologique ou biologique de la CDB seront généralement identifiées avant de sélectionner des zones représentatives :

a. Lorsqu'il existe suffisamment d'informations disponibles pour identifier des zones importantes sur le plan écologique ou biologique de la CDB, la sélection d'aires marines représentatives, qui sont souvent des zones importantes sur le plan écologique ou biologique, permet d'assurer une gestion plus efficace.

b. Lorsqu'il existe un manque d'informations ou qu'il subsiste des incertitudes importantes en ce qui concerne la localisation de zones importantes sur le plan écologique ou biologique, des zones représentatives incluses dans des réseaux d'aires marines protégées peuvent fournir une protection aux processus écologiques, en attendant de recueillir plus d'informations permettant d'assurer une protection plus ciblée.

11. Les critères servent à établir un classement des zones, en termes de priorité à accorder à leur protection, et non pas en termes de leur importance - ou non importance. En conséquence, l'application de seuils décisifs est inappropriée pour la plupart des critères.

12. Dans le cadre des étapes ultérieures de *sélection* des zones qui feront l'objet d'une conservation renforcée, une zone pourra être considérée comme nécessitant une protection si son classement est élevé pour un seul critère seulement. La protection d'une zone peut être aussi considérée comme prioritaire, si son classement est relativement élevé pour plusieurs critères, en particulier si les éléments qui rendent cette zone relativement importante sont inhabituels ailleurs dans la zone considérée. Ce processus décisionnel à critères multiples est un domaine complexe, pour lequel on dispose de nombreuses orientations scientifiques et techniques.

13. Il est probable que les informations disponibles seront souvent insuffisantes pour utiliser les critères afin de délimiter les frontières exactes d'une zone importante sur le plan écologique ou biologique de la CDB. Dans de tels cas, les critères pourront au moins identifier le pourtour général de la zone nécessitant une protection, sachant que ses frontières exactes seront établies dans le cadre de l'étape de sélection de la zone, en utilisant une approche de précaution et en tenant compte des menaces potentielles pesant sur les composantes de la zone qui répondent aux critères.

14. Les zones qui sont identifiées, après application des critères, comme nécessitant une protection à l'échelle régionale, devraient être considérées comme prioritaires dans le cadre du processus de sélection, même si à l'échelle mondiale, de telles zones ne seraient pas considérées comme importantes, en appliquant ces mêmes critères. D'autre part, une zone dont la conservation est considérée comme prioritaire à l'échelle mondiale, devrait être considérée comme prioritaire dans le cadre des processus de sélection régionaux, même si l'application d'un critère à une échelle plus locale n'aboutirait pas au classement de cette zone comme étant une zone particulièrement prioritaire.

15. Lorsque les critères sont appliqués à des échelles où les quantités d'informations disponibles varient considérablement pour différentes parties de la zone considérée, il convient de faire attention à ne

pas biaiser l'évaluation, en faveur de (ou en discriminant à l'encontre de) parties de la zone pour lesquelles on dispose de nombreuses informations.

16. Il existe de nombreux avantages à harmoniser les mesures de planification et de gestion de la conservation, lorsque différents organismes dont les domaines de compétence se chevauchent décident de coordonner l'application de leurs critères respectifs d'identification de zones importantes sur le plan écologique ou biologique, ou de zones nécessitant une gestion plus prudente face aux risques. Une telle coordination permettrait à tous les organismes compétents de commencer leur planification en matière de conservation en utilisant des listes ou des cartes complémentaires concernant les zones nécessitant une protection.

17. La quantité et la qualité d'informations disponibles sur une zone donnée, ainsi que la mesure dans laquelle les informations disponibles ont été rassemblées de manière systématique, ont une incidence sur la durée et les ressources nécessaires pour l'application des critères par les experts scientifiques et techniques. Les processus de « points de vue d'expert », basés sur les meilleures connaissances disponibles, peuvent fournir une indication initiale des valeurs écologiques d'une zone donnée et aider à établir des priorités en vue de consolider les informations disponibles, de sorte qu'une approche robuste et systématique puisse être utilisée.

18. Afin d'assurer la cohérence de l'application des critères énoncés dans l'annexe I à la décision IX/20, des orientations spécifiques concernant l'utilisation de chaque critère figurent dans l'appendice 1 de l'annexe VI au document UNEP/CBD/SBSTTA/14/INF/4. Ces orientations ont été consolidées en utilisant les données d'expérience communiquées par les Parties, les organisations intergouvernementales, les organisations non gouvernementales et les experts qui ont utilisé ces critères ou des critères semblables, dans le cadre de l'identification de zones importantes sur le plan écologique ou biologique dans des écosystèmes marins. Ces données d'expérience ont aussi mis en évidence plusieurs questions génériques relatives à l'application des critères, y compris : i) l'échelle; ii) l'importance relative; iii) la variabilité spatiale et temporelle; iv) l'exactitude, la précision et les incertitudes; v) l'exactitude et l'incertitude taxonomiques. Des orientations concernant des approches permettant de traiter ces questions figurent dans l'appendice 2 de l'annexe VI au document UNEP/CBD/SBSTTA/14/INF/4.
